

Déclaration du Comité National Fédéral

Les licenciements s'intensifient avec l'état d'urgence !

La pandémie de la Covid 19 qui dure maintenant depuis plus d'un an est une « sacré aubaine » pour permettre aux patrons avec l'aide du gouvernement de mener à bien « quoi qu'il en coûte » leur politique de destruction de tous nos acquis.

Cette politique a été largement engagée d'ailleurs, bien avant l'apparition du virus au travers de la Loi Travail notamment, mais également de la destruction des emplois de l'Hôpital Public, de l'Ecole, de l'Assurance Chômage et de la Sécurité Sociale.

Alors que le gouvernement prétend ne poursuivre « aucun autre objectif que la santé des français », les fermetures de lits dans les hôpitaux continuent, contraignant les soignant à faire le tri des patients. C'est insupportable !

L'engorgement des hôpitaux sert de prétexte pour justifier la poursuite de l'état d'urgence, le couvre-feu, le confinement et la mise à genoux de la jeunesse.

La loi dite de Sécurité Globale parachève ce système répressif en organisant notamment le fichage des militants.

Les centaines de milliards déversés sans contrepartie dans les entreprises servent également aux licenciements.

Avec les Accords de Performance Collective (APC) et l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD), le gouvernement a mis entre les mains des employeurs deux armes de destruction massive des acquis sans garantie à terme pour les emplois.

Partout, c'est la même rengaine : Remise en cause du temps de travail, blocage des salaires, restructuration et fermeture d'entreprise.

Et les annonces s'enchaînent. MERSEN, SAINT GOBAIN VERRE, AURIPLAST, BENETEAU, EXXON, FERROPEM, BRIDGESTONE, TOTAL, MICHELIN, GIVAUDAN LAVIROTTE, HEXCEL Composites ... La liste est longue mais pas exhaustive.



Cet état de fait, nous ne pouvons l'accepter.

C'est pourquoi, le Comité National Fédéral, réuni ce jour à Paris déclare que rien ne justifie que l'on concède le moindre centimètre de terrain. La place du syndicat est d'être aujourd'hui plus encore au côté des salariés pour défendre les revendications qui se doivent d'être au centre de toutes nos actions. Il n'y a pas d'autre place pour exister et survivre.

Le « Pacte Social » dans lequel on voudrait nous enfermer ne correspond en rien à la situation.

Le Comité National refuse toute tentative d'intégration et de récupération du syndicalisme au travers d'un « dialogue social » institutionnalisé et condamne le principe des « diagnostics partagés ».

Aussi, le Comité National Fédéral appelle l'ensemble de ses syndicats et structures à rassembler leurs forces pour préparer et engager l'inéluctable rapport de force interprofessionnel à venir, seul à même de nous faire gagner sur nos revendications.

Fait à Paris le 1^{er} avril 2021
Adoptée à l'unanimité